

Burundi : Constat d'échec de la politique de "charroi zéro"

PANA, 23 novembre 2014 Bilan mitigé de la mise en application de la nouvelle politique de "charroi zéro" de l'Etat burundais Bujumbura, Burundi - La nouvelle politique de réduction drastique des véhicules à charge de l'Etat est entré théoriquement en vigueur depuis 2013, mais force est de constater que les dépenses qui étaient allouées au transport administratif gratuit n'ont pour autant pas baissé une année après, reconnaît-on jusqu'au gouvernement burundais. Face à ce constat d'échec, une note du ministre des Finances aux membres du gouvernement demande la mise en place d'une équipe technique chargée de proposer d'autres solutions plus concrètes et efficaces, au regard des problèmes qu'elle aura identifiés dans un délai d'un mois.

Dans les prévisions, la politique du charroi zéro devait permettre de faire des économies sur les dépenses en achats de nouveaux véhicules de l'Etat, du carburant ou encore leur entretien de l'ordre de 10 millions de dollars américains par an. L'Observatoire de l'action gouvernementale (Oag, indépendant) a fait aussi ses analyses sur la question qui font ressortir que les plaques jaunes qu'arborent les véhicules officiels circulent aujourd'hui encore en grand nombre. Par ailleurs, à la place des économies escomptées, les dépenses d'entretien et de réparation du charroi ont plutôt augmenté de 2,1%, passant de 4,7 à 4,8 milliards de francs burundais (un dollar américain=1.530 francs burundais) depuis l'entrée en vigueur théorique de la nouvelle politique du charroi zéro de l'Etat burundais. D'un autre côté, les dépenses de l'achat des lubrifiants et du carburant ont augmenté de 0,7%, passant de 11,4 à 11,5 milliards de francs burundais. L'Observatoire relève encore le caractère « exorbitant » des indemnités kilométriques, avec un seuil de 600.000 francs burundais par mois dans la ville de Bujumbura pour les chefs de cabinet à la présidence et aux deux deuxième vice-présidences de la République, à la présidence du Parlement et les ministres qui ont été sévrés du charroi de l'Etat, contre 280.000 francs burundais par kilomètre en cas de déplacement à l'intérieur du pays. L'observatoire rappelle que plusieurs autres options pour se déplacer à leurs propres frais ont été proposées aux hauts cadres de l'Etat. Un cadre pouvait garer son véhicule dont il se servait moyennant le paiement de 50% de la valeur de l'expertise effectuée par la commission chargée de la vente des biens du domaine privé de l'Etat. Une autre option était, toujours pour les cadres de l'Etat, d'avoir des facilités d'accès au crédit pour s'acheter un véhicule neuf. La troisième option était, pour ceux qui n'ont pas pu acquiescer un moyen propre de déplacement, de s'approcher des services de l'Office de transports en commun (Otraco, étatique) pour un abonnement personnel. Du côté d'autres catégories socioprofessionnelles moins privilégiées, les retombées négatives liées à la suppression du charroi de l'Etat existent, comme le fait pour des préposés aux services publics de s'abriter derrière le manque de moyen de déplacement de liaison pour justifier des retards dans le traitement des dossiers. La suppression du charroi de l'Etat a aussi fait de nombreuses victimes et de sans-emplois parmi d'anciens chauffeurs, se lamentent-ils.